

Side event biodiversité - 16072018

«Des écosystèmes en bonne santé pour un développement durable :
engager les gouvernements et la société civile vers les échéances
mondiales de la biodiversité en 2020 »

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Madame la Directrice générale de l'UICN,

Monsieur le Président de la *Wildlife Conservation Society*,

Madame la Secrétaire exécutive de la convention sur la diversité
biologique,

Monsieur le Représentant permanent du Japon,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Avant de commencer nos échanges, je voulais vous donner ma
conviction, celle que je porte au nom de la France : **préserver,
valoriser et reconquérir la biodiversité, ce n'est pas une option.**

C'est pour nos sociétés, pour notre économie et pour notre espèce
une question de survie.

Pourtant, elle reste aujourd'hui un point aveugle de notre
développement ou alors une préoccupation qui intervient en bout de
chaîne, pour essayer de réparer les dégâts quand il est parfois trop
tard. **Nous vivons et agissons donc à l'envers**, sacrifiant au passage la
survie des eco-systèmes et notre assurance-vie planétaire.

Ce terrible constat, je sais que nous le partageons. C'est pour cela que

dès l'an 2000, nos pays ont pris l'engagement, au sein de la **Convention pour la diversité biologique**, de « réduire de manière significative l'érosion de la biodiversité mondiale ». Mais les messages alarmants des scientifiques de tous les pays, n'ont pas cessé pour autant.

Alors en 2010 dans le cadre de la **convention sur la diversité biologique** à Aichi, nous sommes allés plus loin, en adoptant ensemble, des objectifs ambitieux, des objectifs mondiaux.

Mais, aujourd'hui, en 2018, l'érosion de notre biodiversité croît toujours, atteignant parfois même, des points de non-retour.

Le prochain point d'étape, le bilan de la décennie écoulée, nous le ferons en **Chin** dans deux ans. Et malgré nos efforts, malgré nos réalisations, nous constaterons probablement que les objectifs d'Aichi n'ont pas été atteints.

Une question s'impose donc à nous : **Serons-nous crédibles**, si, à vingt années d'intervalles, nos réunions sont faites de la même sève, si à 20 années d'intervalles nous ne pouvons que constater l'état de plus en plus dégradé de notre biodiversité ?

La réponse est évidemment, non.

Mais verser dans le pessimisme ne sert à rien, tant que nous avons encore les moyens d'agir. La dégradation de la nature à l'échelle

planétaire n'est pas inéluctable.

Nous avons encore le pouvoir d'inverser le cours des choses.

Mon pays, la **France** de métropole et d'outre-mer, possède **un patrimoine naturel remarquable**. Ce patrimoine, il nous oblige et nous engage. Sa conservation est notre responsabilité. Nous faisons donc de la reconquête de la biodiversité mondiale, une priorité de notre action diplomatique. Car la protection de la nature est un combat **local**, autant qu'une préoccupation **nationale**, et surtout un enjeu **mondial**.

Notre **action**, nous l'envisageons donc **en fonction de ces trois échelles**, en commençant par mettre en œuvre des solutions concrètes à l'échelle nationale.

Avec le ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, nous avons lancé la semaine dernière un **« Plan biodiversité »**.

Par ailleurs, depuis plusieurs mois, au nom du gouvernement, je mets en œuvre une **Feuille de route de l'économie circulaire**. Des mesures concrètes sont déployées pour permettre la transformation de nos manières de consommer et de produire. En particulier pour lutter contre la pollution plastique des océans. Nous avons ainsi **sollicité les industriels** pour qu'ils prennent des engagements en faveur du

recyclage et de la réincorporation de plastiques recyclés.

Nous avons lancé des **campagnes** de prévention contre les **déchets sauvages**. Cette action **prend de l'ampleur aujourd'hui au niveau européen** avec la stratégie plastique et la proposition de la commission d'interdire les produits plastiques à usage unique qui polluent le plus les océans.

L'économie circulaire est un véritable projet de société qui intègre la finitude des ressources

Et je suis convaincue qu'à travers l'économie circulaire, que j'appelle aussi l'écologie du quotidien, nous pouvons amener les citoyens vers les enjeux de la biodiversité.

Lorsqu'en 2020, nous nous retrouverons en Chine pour la COP 15 sur la diversité biologique, nous devons mettre en commun un bilan et comparer les résultats que nous avons obtenus à l'échelle nationale avec nos engagements. Et **pour tenir nos engagements**, mon intuition, c'est que nous devons **faire évoluer nos méthodes de travail** car elles ont atteint leurs limites.

En commençant, par ne plus nous contenter d'établir des objectifs. **Nous définirons plutôt, comment atteindre ces objectifs.**

Il nous faudra notamment travailler à la mise en place d'un dispositif qui permette de **rendre des comptes surs les engagements pris.**

Mais aussi **établir un « Agenda de l'action mondial »** qui engage tous les acteurs non étatiques à appuyer l'action des États.

Car au-delà de l'union de nos efforts politiques et diplomatiques, je suis persuadée que **nous n'atteindrons nos objectifs, que si nous obtenons le concours des acteurs non-étatiques.**

La mobilisation des scientifiques, des organisations professionnelles, des autorités locales, des entreprises, du secteur financier, des ONG est la clé du succès. Certains font déjà beaucoup. Nous devons reconnaître leurs efforts, leurs engagements et intensifier leur association aux processus politiques.

D'autres sont **encore trop éloignés** de ces préoccupations. **Je pense en particulier à la finance.**

La biodiversité est la nouvelle frontière de la finance verte. Je suis persuadée que nous pouvons créer avec la finance le même élan pour la biodiversité que celui qui existe aujourd'hui pour le climat.

C'est le pari du One Planet Summit, initié par le Président Macron avec le secrétaire général des nations unies et le président de la banque mondiale de pouvoir conduire la finance vers de nouveaux territoires.

Cette **dynamique**, je peux vous assurer que la **France la portera auprès de nos partenaires étrangers**, à l'occasion de chacun des

rendez-vous internationaux à venir : la COP14 de la CDB, le G7 dont nous prendrons la présidence au printemps 2019, le One Planet Summit et bien entendu lors du Congrès mondial de l'UICN à Marseille en juin 2020, la dernière étape avant la COP15.

Nous n'avons pas de planète B. Nous avons, en revanche, une opportunité unique, historique : celle de freiner la course folle de sa dégradation. **Pour préserver notre biodiversité, donnons-nous les moyens d'agir ensemble.**

Je vous remercie.